



-AVIS AUX MÉDIAS-

Des organisations de la société civile canadienne et des député-e-s fédéraux dénoncent la complicité du Canada dans la crise politique colombienne

Date: Mardi, 22 juin 2021 à 11:00

Lieu: Colline du Parlement, Ottawa

#CanadaSOSColombia

22 juin 2021 - Des organisations de la société civile canadienne dénoncent l'inaction et la complicité du gouvernement du Canada dans la crise politique en Colombie et les graves violations des droits humains des manifestant.es qui participent de façon pacifique à la grève nationale. En réponse, une *Journée d'action pour le respect des droits humains en Colombie* aura lieu le 22 juin à travers différentes villes canadiennes :

Ottawa - Point de presse suivi d'un rassemblement pacifique à 11h sur la Colline du Parlement situé au 111 Wellington Street devant la Flamme Éternelle. Les députés Simon-Pierre Savard Tremblay et Alexis Brunelle Duceppe du Bloc Québécois seront présents ainsi que des membres de la diaspora colombienne et des organisations de la société civile. <https://fb.me/e/1tUQZGlvN>

Toronto - Manifestation pacifique devant les bureaux de comté de Chrystia Freeland, Vice Première Ministre et Ministre des Finances, 344 Bloor St West, 18h (heure locale).

Vancouver - Manifestation devant le bureau de comté de Harjit S. Sajjan, Ministre de la défense, 6406 Victoria Drive, 12h45pm (heure locale). <https://fb.me/e/LFBx5BMY>

Calgary - Manifestation pacifique « Le droit de manifester sans brutalité policière », Harry Hays Building, 220 4 Ave SE, 18h (heure locale).

Montréal - Forum parlementaire virtuel Canada-Colombie entre sénateurs et conseillers colombiens et parlementaires canadiens, de 17h à 19h (heure de l'Est). Pour inscription: https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_eHOAPCDDT4mo-e6uCPuBKg

En ligne:

- Envoi massif de lettres aux députés fédéraux afin d'exiger du Premier ministre canadien qu'il condamne les crimes d'État commis par le gouvernement colombien.
- Tweetathon de 24h afin d'exiger des actions concrètes de la part du gouvernement canadien face aux violations des droits humains en Colombie. #CanadaSOSColombia

Cette journée d'action est en solidarité avec les manifestations actuellement en cours en Colombie et inclura des performances ainsi que la présence de députés-ées fédéraux.

L'appel à la *Journée d'action pour le respect des droits humains en Colombie* est réalisé par **24** organisations de la société civile basées au Canada œuvrant pour les droits humains et la justice sociale en Amérique latine, rassemblant des ONG internationales de développement et d'aide humanitaire, des organisations de défense des droits humains, des syndicats, organisations confessionnelles et œcuméniques, des groupes de solidarité ainsi que des collectifs de la diaspora colombienne au Canada. Il s'agit de: Alternatives; Americas Policy Group/Groupe d'orientation politique pour les Amériques (APG-GOPA); Action et solidarité pour la Colombie (Asocol); Carrefour d'animation et participation à un monde ouvert (CAPMO); Colombian Action Solidarity Alliance (CASA), Codevelopment Canada; Collectif Paix, Territoire et Vie; Comité Ciudadano Colombian@s en Ottawa-Gatineau; Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL); Comité de solidaridad Canadá por Colombia; Common Frontiers; CSN: Confédération des syndicats nationaux; Fonds humanitaire des Métallos/Steelworkers Humanity Fund; KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives; MiningWatch Canada; Ola Pazifica, Vancouver; Projet d'accompagnement solidarité Colombie (PASC); Public Service Alliance of Canada(PSAC)/L'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC); The United Church of Canada; @reddediasporascolombia; +57 Conexión Colombia; 21 Somos Todos – Montreal; CISO - Centre international de solidarité ouvrière; Canadian Union of Public Employees/Syndicat canadien de la fonction publique.

La situation des droits humains en Colombie : les faits

Une grève nationale a éclaté en Colombie le 28 avril dernier à la suite d'une réforme fiscale et de la santé désormais annulée, ainsi que des réformes du système de retraite et de la réglementation du travail. Elle s'est rapidement transformée en une mobilisation populaire de grande ampleur visant à dénoncer les inégalités sociales et la répression policière au pays. Depuis le début des manifestations, au moins 50 protestataires ont été tués par la Police Nationale Colombienne, 5 500 personnes ont été arbitrairement détenues, ainsi d'au moins 500 personnes ont été reporté comme disparus, 180 manifestant.es ont été blessés par balle et près de 25 manifestantes ont subi des violences sexuelles aux mains de l'Escouade mobile anti-émeute (ESMAD).

Ces chiffres augmentent chaque jour.

La brutalité et la répression dont fait preuve l'État colombien envers ses populations locales a mené à une détérioration des droits humains à travers le pays. Le gouvernement d'Ivan Duque ne respecte pas l'Accord de paix signé en 2016 et ne semble pas avoir l'intention d'en appliquer les principes. Depuis sa signature, les groupes de défense des droits humains actifs sur le terrain ont signalé plus de 1 100 assassinats de leaders sociaux et seulement depuis le début de 2021, 28 massacres ont été documentés, et ce, en plus des bilans actuels dans le cadre de la grève nationale initiée le 28 avril.

Le Projet Accompagnement solidarité Colombie, en mission d'observation en Colombie, a rapporté qu'entre le 28 avril 2021 et le 19 juin 2021, plusieurs cas de violations de droits humains ont été enregistrés et impliquaient des représentant-e-s des Nations Unies et des défenseur-e-s des droits humains colombiens. Entre autres, le 15 juin 2021 des paramilitaires Sardinata ont tenu en otage dans le Catatumbo, durant 13 heures, des défenseurs-euses des droits humains rattaché-e-s à l'EJP, des délégué-e-s de l'ONU, de la MAPP-OEA (Mission d'accompagnement au processus de paix en Colombie de l'Organisation des États américains) et le gouverneur du département. Le 18 juin 2021, un hélicoptère de l'armée colombienne a fait feu depuis un hélicoptère sur deux défenseurs des droits humains à Cali, les blessant grièvement, après que ces derniers furent spécifiquement identifiés et pourchassés (source : <https://www.facebook.com/ProjetAccompagnementSolidariteColombie>)

Le Canada est complice

Le Canada a qualifié d'allié le gouvernement colombien. En plus d'avoir été un contributeur important à la signature de l'Accord de paix, le gouvernement canadien a annoncé l'octroi de près de 80 millions de dollars (canadiens) à l'État colombien pour en appuyer l'implémentation en Colombie.

L'année 2021 marque également le 10e anniversaire de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie. Cet accord fut vivement critiqué par la société civile canadienne et colombienne puisqu'il permet une augmentation du commerce et des investissements canadiens dans les secteurs de l'énergie et minier au risque d'exacerber une situation des droits humains déjà alarmante en Colombie. Par ailleurs, dans le cadre de cet Accord de libre-échange, des véhicules blindés (VBL) fabriqués au Canada ont été vendus par INKAS Armored Vehicles Manufacturing au gouvernement colombien. Notre coalition a des raisons de croire que ce sont ces mêmes armes qui sont utilisées actuellement pour réprimer les manifestations.

Il est également important de souligner que, suite aux demandes de la société civile, le Canada s'est engagé à produire un rapport sur la situation des droits humains en Colombie tous les ans dans le cadre dudit accord. Le dernier rapport, publié en [2020](#), faisait déjà état de préoccupations concernant la situation des droits humains en Colombie. En 2021, ce rapport du gouvernement canadien n'a pas été rendu public.

Le député du NPD, Alexandre Boulerice, le 9 juin 2021 a tenté de déposer une motion au Parlement Canadien pour que le Canada dénonce les violences en Colombie. Encore une fois, le gouvernement canadien a refusé d'agir : Les député.es libéraux, ainsi que les conservateurs ont bloqué l'adoption de la motion. Dans les mots de M. Boulerice, « très décevant pour des partis qui disent défendre les droits humains. »

Des députés du Bloc québécois ont aussi exprimé leurs vives préoccupations face à la situation qui a présentement cours en Colombie. « En ce qui concerne les droits de la personne, le gouvernement canadien a l'obligation de faire rapport à la population canadienne sur la situation en Colombie, en vertu des accords commerciaux qui nous unissent. Le fédéral doit exiger que des comptes soient rendus par la Colombie », s'est indigné Alexis Brunelle-Duceppe.

Ce que la coalition demande

Alors que la Colombie plonge dans une crise de plus en plus profonde, les paroles et les actions du Canada en matière de droits humains semblent plus contradictoires que jamais.

Nous demandons au Gouvernement du Canada :

1. D'émettre une déclaration plus ferme que celle du 9 mai dernier afin d'exhorter le gouvernement colombien à respecter les droits humains fondamentaux des manifestants.
2. D'adopter une approche cohérente et pangouvernementale pour faire face à la situation en Colombie. Une telle approche doit permettre de rassembler la politique étrangère du Canada, l'aide internationale, le commerce et l'investissement et les programmes d'immigration dans la défense des droits humains et d'examiner comment la propre politique étrangère canadienne, de défense, et les intérêts commerciaux et d'investissement du Canada nuisent aux efforts de paix en Colombie.
3. D'user de son influence diplomatique pour faire progresser les droits humains et la consolidation de la paix en Colombie, notamment en s'assurant que l'Accord de paix signé en 2016 soit mise en œuvre.

4. D'appliquer les principes de sa propre politique militaire sur la vente d'armes à l'étranger par des entreprises canadiennes et suspendre toutes les ventes d'armes à la Police nationale et à l'armée colombienne jusqu'à ce qu'elles soient réformées, entres autres l'abolition de l'Escouade mobile anti-émeute (ESMAD).
5. De reconnaître la Colombie comme un pays non sécuritaire afin d'activer la réception de réfugiés et réfugiées qui fuient en ce moment la persécution officielle et para-officielle.

-30-

Pour plus d'information ou pour une demande d'entrevue:

- Justine Chénier, Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA)/ Americas Policy Group (APG), (514) 267-8506 ou jchenier@apg-gopa.com
- Guillaume Charbonneau, Fonds humanitaire des Métallos, (819) 592-1443 ou gcharbonneau@usw.ca
- Tatiana Polanía Moreno, Solidaridad Canadá por Colombia, 438-978-3924 ou desdecanadaxcolombia@gmail.com
- Mario Gil, Solidarité Interculturelle CAPMO, 581-922-2330 ou solidarite.interculturelle@capmo.org
- Marta Ligia Niño, Action et solidarité pour la Colombie, Asocol, 514 266-2959 ou asocolomcad@gmail.com
- Jean Lacharité, CSN: Confédération des syndicats nationaux, 514-973-6963